



Une publication
des économistes de l'UCLouvain

Mainstream et pluralisme en économie **Une réponse au rapport de *Rethinking Economics Belgium***

Michel De Vroey et Luca Pensieroso

Michel De Vroey est professeur d'économie à l'UCLouvain et chercheur à l'IRES (UCLouvain).
michel.devroey@uclouvain.be

Luca Pensieroso est professeur d'économie à l'UCLouvain et chercheur à l'IRES (UCLouvain).
luca.pensieroso@uclouvain.be

En décembre 2019, les membres de *Rethinking Economics Belgium* (dorénavant REB) ont diffusé un rapport intitulé "Dix ans après la crise, faut-il changer la formation des futurs économistes?". Ce rapport présente les résultats d'une enquête statistique réalisée auprès d'un échantillon d'étudiants bacheliers en sciences économiques en Fédération Wallonie-Bruxelles entre 2016 et 2017. Ses auteurs y déplorent que l'enseignement des sciences économiques est presque exclusivement centré sur l'approche néoclassique alors que celle-ci, selon eux, souffre d'un biais en faveur de l'idéologie néolibérale. Stigmatisant cette situation comme un manque de pluralisme, le rapport avance un certain nombre de propositions de réforme de l'enseignement et de la recherche en économie. Nous accueillons ce rapport comme une belle opportunité de *disputatio* et c'est dans cet esprit que notre note a été écrite. Bien que selon nous le rapport comporte plusieurs défauts méthodologiques, notre intention dans cette note est de nous limiter à l'essentiel en proposant une interprétation différente du phénomène que les auteurs du rapport appellent la «domination de la théorie néoclassique» et en défendant l'idée que la question du pluralisme en économie gagne à être abordée d'une manière différente.

Une domination néoclassique ?

L'approche néoclassique est un courant de la pensée économique qui vit le jour dans le dernier quart du 19^{ème} siècle. Ses piliers sont la notion d'équilibre et la théorie subjective de la valeur, enracinée dans une perspective d'individualisme méthodologique et fondée sur les concepts d'utilité marginale et de productivité marginale*. Les auteurs du document de REB rattachent sa "domination" dans l'enseignement au fait qu'elle existe "quasiment sans partage" dans la recherche. En d'autres termes, elle y occupe le statut de "*mainstream*".

La notion de *mainstream* se rencontre fréquemment dans la littérature économique – ainsi que dans le rapport de REB – mais elle est souvent définie d'une manière vague. Dans un article récent (De Vroey et Pensieroso 2020), nous avançons la thèse que cette notion n'est intéressante que si on lui donne un fondement méthodologique au lieu de se contenter de la rattacher à une simple

* Cfr. De Vroey et Pensieroso (2018) pour plus de détails.

De Vroey M., Pensieroso L. (2020), *Mainstream et pluralisme en économie. Une réponse au rapport de Rethinking Economics Belgium, Regards économiques, Focus 25.*
doi: 10.14428/regardseco2020.06.04.01



prépondérance statistique. Dans cette vue, une situation de *mainstream* n'existe que si un consensus s'établit sur des critères méthodologiques considérés comme des *sine qua non* pour une bonne pratique scientifique.

Dans notre article, nous montrons que trois types de situations se sont succédés au cours du 20^{ème} siècle. La première est un état d'absence de *mainstream*. Elle a perduré jusque dans les années 1980. Ces dernières ont vu l'émergence d'un *mainstream* en économie théorique, qu'il s'agisse de travaux de pure théorie ou de travaux combinant théorie et mesure empirique. C'est la seconde situation. Elle a émergé à la croisée de deux évolutions distinctes. La première est l'extension à différents champs de l'économie de trois principes méthodologiques déjà en vigueur en théorie des jeux et en microéconomie: (i) le rôle-pivot donné au concept d'équilibre, (ii) la modélisation mathématique et (iii) le caractère micro-fondé de l'analyse, à savoir l'exigence que les fonctions de demande et offre agrégées soient explicitement dérivées des règles de comportement optimisateur suivies par les agents économiques. Une telle extension s'est produite plus ou moins simultanément et d'une manière non-coordonnée dans différentes disciplines comme par exemple la macroéconomie et l'économie industrielle. A son origine, on trouve une insatisfaction quant aux principes méthodologiques en vigueur antérieurement. La seconde évolution est le phénomène général de certification qui a graduellement imprégné nos sociétés pour prendre son plein essor avec l'émergence de l'internet – l'attribution de brevets de qualité et la construction d'échelles apprécatives permettant de classer des objets ou des expériences diverses en fonction de leur excellence. Dans ce contexte, les revues scientifiques, en plus de leur rôle d'instrument de diffusion de la recherche, ont commencé à fonctionner comme organes de certification, séparant les articles respectant les standards méthodologiques de ceux qui ne les respectent pas et sont dès lors écartés. L'effet de cette double transformation se résume en quelques chiffres ayant trait au contenu des articles publiés dans les quatre principales revues économiques (*American Economic Review*, *Econometrica*, *Journal of Political Economy* et *Quarterly Journal of Economics*) dans les périodes 1970-1990 et 1990-2010. Alors que les articles respectant les trois choix méthodologiques précités représentaient 38 % du total des articles publiés en 1970, en 1990 ils en représentaient 67 % et en 2010 69 %. Nous interprétons ces chiffres comme offrant une indication claire de l'émergence d'un *mainstream* dans le champ théorique entre 1970 et 1990. Par contre durant cette période, aucun consensus méthodologique n'existait en ce qui concernait les travaux faisant une contribution exclusivement empirique, l'économie appliquée.

Mais ce qui n'était pas vrai en 1990 l'est devenu au cours de la première décennie de ce siècle. La situation actuelle se caractérise par la montée en puissance de l'«économie expérimentale», ce terme étant entendu dans un sens large comme le commun dénominateur (i) des expériences comportementales de laboratoire, (ii) des *randomized controlled trial* et (iii) des «expériences naturelles».* Le premier de ces courants résulte de l'adoption par un groupe d'économistes de protocoles expérimentaux propres aux psychologues cognitifs dans le but de justifier le remplacement de l'hypothèse de comportement optimisateur par des hypothèses plus réalistes. Le succès venant, cette démarche est maintenant connue sous le nom d'«économie comportementale». Le second découle de l'adoption par des économistes du développement de techniques expérimentales en usage en épidémiologie et centrées sur une confrontation entre groupe de traitement et de groupe de contrôle (cfr. Parienté 2016). Quant aux études d'expériences naturelles, elles consistent à exploiter «des situations où les forces de la nature ou des politiques étatiques semblent avoir conspiré pour produire un environnement

* En témoignent les prix Nobel en économie décernés à D. Kahneman et V. Smith en 2002, à A. Roth en 2012, à R. Shiller en 2013, à R. Thaler en 2017 et à A. Banerjee, E. Duflo and M. Kremer en 2019.

proche de celui sur lequel les *randomized trials* se penchent» (Angrist and Krueger 2001 : 73).

Les méthodes adoptées en économie expérimentale au sens large ont eu un impact majeur sur l'économie appliquée. Une nouvelle manière de la concevoir, marquant une triple rupture par rapport à l'économie appliquée traditionnelle, s'est dégagée. On y observe :

i) Une émancipation à l'égard des impératifs méthodologiques imposés par les économètres théoriques. Le recours à des outils économétriques plus simples en est la conséquence (cfr. Angrist et Peschke 2017).

ii) Une adhésion à la 'révolution causale' avec, comme corolaire, un résultat de rétrécissement de l'objet d'étude. L'*explanandum* est une question concrète et spécifique ayant souvent une incidence politique immédiate; l'*explanans* est une cause unique. A titre d'exemple, citons l'étude de Dal et Krueger (2002) visant à répondre la question, le fait d'être diplômé d'une université prestigieuse au minerval élevé plutôt que d'une université moins prestigieuse et moins chère génère-t-il une différence de revenu significative une vingtaine d'année après l'obtention du diplôme ?

iii) Le recours à des instruments statistiques - telles que les variables instrumentales, la stratégie de double différence ou les discontinuités de régression - visant à éliminer les biais de sélection ou d'omissions et dont les règles de bon usage font l'objet d'un consensus à l'intérieur de la communauté des économistes appliqués.

Le *mainstream* théorique se voit ainsi complété par un *mainstream* empirique fondé sur des règles méthodologiques régissant chacune de trois composantes de l'économie expérimentale. De nos jours, il y a donc deux manières d'appartenir au *mainstream*. La première résulte d'une définition méthodologique de ce qui est considéré être une bonne pratique théorique, la seconde d'une définition méthodologique de ce qui est considéré être une bonne pratique empirique.

Notre analyse sur le débat ouvert par le rapport REB a deux retombées. En premier lieu, on peut se demander si *mainstream* et approche néoclassique coïncident. A strictement parler, cela n'est pas le cas. D'abord, la théorie des jeux est une composante du *mainstream* qui ne peut être identifiée à l'approche néoclassique. Ensuite, il y a des travaux néoclassiques qui se trouvent être exclus du *mainstream* - la théorie autrichienne, parce qu'elle n'adopte pas le langage mathématique, et les études néoclassiques qui n'adoptent pas la démarche de micro-fondements. Enfin, en 2010, la part du *mainstream* empirique dans le total des deux *mainstreams* représentait 22 %. Or, par définition, aucun des articles qui en font partie n'appartient à l'approche néoclassique. Le tableau contemporain est donc bien plus riche et varié que ce qui est dépeint dans le rapport REB.

La seconde question qui se pose du fait de l'existence d'un *mainstream* en économie porte sur l'interprétation de cette réalité. Il est clair que les tenants des approches écartées se sentent frustrés d'être exclus du *mainstream* avec toutes les conséquences professionnelles qui en découlent. Ils auront donc tendance à voir cette situation comme une régression par rapport à une situation antérieure plus satisfaisante car marquée du sceau du pluralisme. Par contre, les économistes dont les travaux s'inscrivent à l'intérieur des critères définissant le *mainstream* peuvent avancer l'idée que l'unification de la discipline autour de critères méthodologiques clairs et nets est un signe de progrès. En conséquence, la question de savoir si l'existence d'un *mainstream* est une régression ou la marque d'un progrès ne peut recevoir de réponse univoque.

Une absence de pluralisme ?

Trois stratégies s'offrent aux tenants de choix méthodologiques exclus du *mainstream*. La première (et la plus intéressante à nos yeux) est de centrer leur énergie sur le développement de leur paradigme préféré, comme si de rien n'était, dans le but d'en démontrer la fécondité explicative. La seconde vise à convaincre les tenants du *mainstream* que les choix de base sur lesquels ils reposent sont inadéquats. A notre avis, les chances de succès de cette seconde stratégie sont minimales si, comme nous le pensons, les révolutions théoriques trouvent en général leurs origines dans des faiblesses mises en avant par une critique interne. La troisième consiste à affirmer que l'existence même d'un *mainstream* est condamnable parce qu'il s'agit d'un manque de pluralisme. Comme ce point de vue occupe une place centrale dans le document REB, il mérite d'être passé au crible.

A nos yeux, la justification qui en est donnée n'est pas convaincante. Le fait que l'exigence de pluralisme est d'une importance primordiale dans le domaine de la démocratie politique et de l'information n'implique pas que ceci soit aussi le cas pour la connaissance scientifique. Comme nous l'avons déjà évoqué plus haut, une unification paradigmatique peut être interprétée comme une marque de progrès.

Il reste qu'en économie, peut-être plus que dans d'autres sciences, la question du pluralisme doit être posée. Mais, à nos yeux, elle doit l'être dans d'autres termes. Depuis Adam Smith jusqu'à nos jours, les économistes ont débattu de la meilleure manière d'organiser la société dans sa dimension économique. L'objet d'étude de la science économique est donc éminemment politique. D'ailleurs, les travaux économiques débouchent souvent, sinon toujours, sur des conclusions de politique économique. L'enjeu sous-jacent porte sur le rôle respectif de l'Etat et des forces de marchés dans le fonctionnement de l'économie. Schématiquement, trois visions du capitalisme sont en présence : une vision pleinement libérale (le laissez faire d'Hayek ou de Friedman), une vision marxiste et une vision que l'on peut qualifier de «libéralisme mitigé» ou de «libéralisme raisonné». Cette dernière, associée notamment au nom de Keynes, consiste en une défense de l'économie de marché allant de pair avec la réalisation qu'elle peut rencontrer des échecs de fonctionnement auxquels seules des interventions étatiques sont à même de remédier. L'accusation de manque de pluralisme serait pertinente s'il s'avérait que le *mainstream* théorique, tel que nous l'avons cerné dans la section précédente, est intrinsèquement partisan d'une seule vision, le plein libéralisme par exemple. Dans un article, publié dans les *Regards Économiques* en 2018, nous avons démontré que cela n'est pas le cas en nous centrant sur trois épisodes de l'histoire des théories économiques - une comparaison du cadre conceptuel de Marx et des économistes classiques, l'utilisation de la théorie walrasienne pour justifier le socialisme et les controverses entre keynésiens et monétaristes. Dans cette perspective, tant la théorie classique que la théorie néoclassique sont un langage qui peut être mis au service de visions du capitalisme différentes. L'existence d'un *mainstream* en économie n'est donc pas synonyme d'un manque de pluralisme en économie.

Références

Angrist, J. and A. Krueger (2001), "Instrumental Variables and the Search for Identification: From Supply and Demand to Natural Experiments." *Journal of Economic Perspectives*. 15, No. 4 : 69-85.

Angrist, J. and J-S. Pischke. 2009. *Mostly Harmless Econometrics. An Empiricist's Companion*. Princeton (N. J.) and Oxford, Princeton University Press.

Dale, S. and Al Krueger. 2002. "Estimating the Payoff to Attending a More Selective College: An Application of Selection on Observables and Unobservables." *Quarterly Journal of Economics* 117: 1491–1527.

De Vroey M. et L. Pensieroso (2020), "Mainstream Economics. Its Rise and Evolution", mimeo.

De Vroey M. et L. Pensieroso (2018), "La question du pluralisme en économie. Une mise en perspective", *Regards Économiques*, numéro 137.

Pariété W. (2016), "Mesurer l'effet des politiques publiques : l'essor des évaluations aléatoires", *Regards Économiques*, numéro 124.

Rethinking Economics Belgium (2019), *10 ans après la crise : faut-il changer la formation des futur·e·s économistes ?*

REGARDS ÉCONOMIQUES

Place Montesquieu, 3
B1348 Louvain-la-Neuve
regard-ires@uclouvain.be
tél. 010 47 34 26
www.regards-economiques.be



Directeur de la publication :
Vincent Bodart

Rédactrice en chef :
Muriel Dejemeppe

Secrétariat & logistique :
Virginie Leblanc

Graphiste :
Dominique Snyers

Comité de rédaction :

Paul Belleflamme
Vincent Bodart
Muriel Dejemeppe
Gilles Grandjean
Jean Hindriks
William Pariété
Sandy Tubeuf
Frédéric Vrins

